

CONSEIL MUNICIPAL DE SAINTE-MARTHE

Séance du 17 septembre 2018

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Affiché en exécution de l'article L 121-17 du Code des Communes.

Monsieur le Maire propose de rajouter le point suivant à l'ordre du jour : renouvellement bail de fermage, parcelles C 603, 604 et 605.

❖ CENTRE DE GESTION : CONVENTION RGPD ET DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le RGPD (Règlement Général sur la Protection des données) est entré en vigueur le 25 mai 2018, et s'applique, entre autres, à toutes les collectivités. Il instaure un principe de responsabilisation, c'est-à-dire que les collectivités doivent adopter des mesures techniques et organisationnelles afin d'offrir un niveau optimal de protection des données traitées. De plus, il est obligatoire de désigner un DPD (Délégué à la Protection des Données) qui peut être mutualisé.

A cet effet, le Centre de Gestion propose 2 formules. Après étude, le Conseil Municipal retient la proposition suivante : forfait DPD mutualisé, pour la somme de 700€/an, ainsi que le travail de « phase initiale » (évaluation de la situation), pour un montant de 290€/jour, pour lequel une journée semble suffisante pour la commune.

❖ TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Monsieur le Maire rappelle le fonctionnement de la TA. Il s'agit d'une taxe applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme. Elle est entrée en vigueur en 2012, en remplacement de la PVR, et est composée de deux parts, l'une communale et l'autre départementale. Monsieur le Maire retrace l'historique pour la commune des taux, et sommes perçues, et propose d'appliquer le taux de 1,40% à compter du 1^{er} janvier 2019. Après discussion sur ce nouveau montant (actuellement 1,20% part communale et 1,40% part départementale) et hésitation sur la hausse, la proposition de Monsieur le maire est adoptée.

❖ CONVENTION REGISSANT LE RPI

Depuis la rentrée de septembre 2008, une convention régissant les frais du RPI était appliquée par les communes de Caumont et Sainte-Marthe. Depuis septembre 2017 et la création de la nouvelle classe à Sainte-Marthe, cette convention était caduque, d'autant plus qu'un nouveau service de garderie a été mis en place également à Sainte-Marthe. Si la dénonciation a eu lieu oralement l'an passé, rien n'a été acté par les Conseils Municipaux. Monsieur le Maire rappelle qu'effectivement la maternelle revient plus cher et que Caumont reçoit plus d'enfants, mais de son côté Sainte-Marthe met une ATSEM à disposition de l'école de Caumont, gère les inscriptions à la navette et y assure la surveillance matin et soir, et gère les réservations des bus pour les sorties scolaires des deux établissements.

Le Conseil Municipal, approuve la dénonciation de la convention régissant le RPI datant de 2008, et demande la mise en place d'une nouvelle, notamment pour le partage des frais de bus. Si aucun accord n'est trouvé, les dépenses seront partagées au prorata du nombre d'enfant de chaque commune. La dépense de 3.394,12€ correspondant aux frais 2017-2018 est acceptée.

Un point est soulevé concernant les dossiers de rentrée à remplir par les parents. Il s'avère que les mêmes informations ont été demandées plusieurs fois et que des dossiers de Caumont ont été distribués à des enfants de Sainte-Marthe, causant une confusion. Il serait judicieux de faire un point à la rentrée prochaine avec les enseignantes.

❖ POINT SUR L'ADRESSAGE ET INSTALLATION DES PANNEAUX

Un dossier a été préparé afin que chaque foyer puisse entrer en possession de son numéro de maison, d'un certificat de numérotage, et d'un guide d'aide aux formalités de changement d'adresse. Le retrait se fera à la Mairie. La fabrication est sur le point d'être lancée, après validation des couleurs. Concernant l'installation, le choix de retenir Monsieur Bordessoules est entériné. Il posera les panneaux, préalablement assemblés par l'agent technique, dans du ciment, aux endroits indiqués par Monsieur le Maire.

❖ MONTANT A TRANSFERER AU SYNDICAT EAU 47

Lors de sa séance du 28 mai 2018, le Conseil avait approuvé le montant à transférer au Syndicat Eau 47, dans le cadre du transfert de compétences. Or, entre la date de la délibération et le versement par la Trésorerie, deux encaissements ont eu lieu, rendant inexact le montant transféré. Il convient donc de prendre une nouvelle délibération qui annule et remplace la première, en ces termes : le montant définitif à transférer au Syndicat Eau 47 s'élève à la somme de 15.691,76€ (au lieu de 15.351,76€).

❖ DECISIONS MODIFICATIVES DU BUDGET

Lors du vote du budget 2018, certaines dépenses n'avaient pas été prévues, et certains chapitres ont besoin d'être approvisionnés pour le paiement de factures. Monsieur le Maire propose de modifier le budget comme suit :

Section Fonctionnement :

Chapitre 011, article 615231 : - 1500€

Chapitre 014, article 739223 : + 500€

Chapitre 65, article 657348 : + 1000€

Propositions validées par le Conseil Municipal.

❖ ACHAT D'UN NETTOYEUR HAUTE PRESSION

Monsieur le Maire indique qu'il a procédé à l'achat d'un nettoyeur haute pression pour l'agent technique, auprès de Bricomarché, pour un montant de 269,95€. Après discussion, notamment pour savoir à quel usage il sera destiné, le Conseil valide la dépense.

❖ CEREMONIE DU 11 NOVEMBRE

Comme chaque année, il convient de préparer la cérémonie de célébration de l'armistice. Il s'agit cette année du centième anniversaire de la fin de la 1^{ère} guerre mondiale. Monsieur le Maire indique qu'il va en discuter avec les enseignantes pour la participation des enfants. Le Conseil décide de fixer l'heure de la cérémonie à 11h00, le samedi 10 novembre.

❖ GUIDE DU VOISINAGE

Monsieur le Maire présente le « guide du voisinage » que tous les habitants ont déjà reçu. Devant le grand nombre d'appels reçus à la Mairie pour des problèmes de manque de courtoisie entre voisins, ce guide a été conçu pour faire un rappel de la législation en vigueur. En aucun cas il ne s'agit d'un règlement communal, et il ne remplace pas la discussion.

❖ FERMAGE PARCELLES C 603, 604 ET 605

Monsieur le Maire rappelle que la commune possède des terres, et que certaines sont données en fermage. Les parcelles ci-dessus référencées, au lieu-dit « Lavignote », sont louées à Monsieur Martineau Joël, par un bail de fermage échu depuis le 31/12/2017. Il convient donc de reconduire ce bail pour une durée de 9 ans, soit du 01/01/2018 au 31/12/2027. Le Conseil valide ce renouvellement. Monsieur le Maire précise que les panneaux « défense de passer » devront être enlevés, car l'accès aux propriétés communales doit rester libre, sous réserve de respecter les plantations.

❖ DIVERS

- REPERTOIRE ELECTORAL UNIQUE (REU)

A compter du 1^{er} janvier 2019, les listes électorales seront permanentes et extraites du REU géré par l'INSEE. La procédure actuelle de révision des listes électorales devant la commission administrative prendra fin au 31/12/2018. Il est donc nécessaire de mettre en place une commission de contrôle dont le but sera de vérifier les décisions du Maire, à partir du 01/01/2019. Elle sera composée d'un délégué de l'administration, d'un délégué du tribunal et d'un conseiller municipal. Après appel à candidature, ce dernier sera Jean-Luc Verdière.

- PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Le dernier Conseil Communautaire avait demandé aux Conseils Municipaux de délibérer sur la modification des statuts de la CCCLG portant sur la compétence « Programme Local de l'Habitat » dans le cadre du PLUi. Or, il s'avère que la compétence optionnelle « Politique du Logement et du cadre de vie » avec notamment la mise en œuvre et participation des programmes en faveur de l'habitat, est suffisante.

- EGLISE DE SAINT-SAUVEUR

Monsieur le Maire fait part du grand intérêt de Monsieur Philippe Gonzalès, pour le patrimoine que constitue l'église de Saint-Sauveur, et qu'il souhaiterait que ce bâtiment soit classé. Le Conseil fait la liste des avantages et des inconvénients d'un tel classement, et s'interroge sur le financement des travaux. Monsieur le Maire indique que des renforcements vont être effectués cette semaine. Marie-Claire Castets propose de relancer l'idée de création d'une association de sauvegarde. Les avis restent partagés, mais pour l'instant l'idée de l'association est privilégiée.

- CURAGE FOSSE

Monsieur le Maire présente le devis de l'entreprise Descomps pour le curage du fossé traversant le plateau de Lacarrère et qui n'a jamais été nettoyé. Le montant s'élève à 720,00€ TTC. C'est le Syndicat des Eaux du Sud Marmande qui règle la facture car il peut bénéficier d'un programme d'aide. Il ne resterait à la charge de la commune que la moitié de cette somme.

- CONCERT EGLISE

Le samedi 22 septembre, le comité des fêtes organise, en partenariat avec l'association Staccato, un concert à l'église par le pianiste Maxime Cyrin. Le comité offrira des boissons et des merveilles à la fin pour prolonger ce moment. L'entrée est fixée à 10€. La commune souhaite participer, et pour cela fera nettoyer l'église par l'agent technique. Sandrine Martineau se propose de venir l'aider.

- ARMAND ARTIGALAS

Monsieur le Maire présente le projet de ce Monsieur qui souhaite relier le Sud-Ouest à l'Italie, à pied, en partant de Sainte-Marthe, terre de ses ancêtres. Il est parti le dimanche 02 septembre. Le Conseil avait reçu l'information par mail, et a la possibilité de suivre son parcours sur facebook.

- CHORALE

Les répétitions de la chorale ont commencé le mercredi 12 septembre à la salle des fêtes, sous la houlette de Madame Annie Laval, chef de cœur. Il y avait environ 25 personnes à cette première réunion. Madame Laval souhaite mettre en place une chorale de qualité dans un registre classique. En échange du prêt de la salle, la chorale interviendra peut-être à la cérémonie des vœux. Pour toute inscription, s'adresser à la Mairie qui transmettra.

- ELECTRICITE LOCAL TECHNIQUE

L'agent technique doit se mettre en rapport avec Gérard Bousquet pour savoir ce qu'elle souhaite comme installation. Le rendez-vous est fixé, vendredi 21 septembre 2018 à 13h30.

- PROBLEME CLIMATISATION

Le système de chauffage/climatisation pose à nouveau un problème. Il fait disjoncter le compteur général qui alimente entre autres la cantine et la machine à pain. La société Alberti va être contactée afin de diagnostiquer l'origine de la panne. Ensuite, le choix du frigoriste se révèle plus problématique.

- MAISON DES ASSISTANTES MATERNELLES

Monsieur le Maire a rendez-vous avec une personne qui serait intéressée par l'ouverture d'une MAM dans le logement communal. Elle serait prête à effectuer des travaux, en échange de loyers gratuits. Le Conseil pointe les nombreuses normes à respecter, et le manque de place. Devant le développement de la commune, il faudrait penser à la construction de bâtiments communaux.

- FAIRE-PART

Monsieur le Maire fait passer parmi l'assemblée le faire-part reçu pour la naissance de Héloïse Colmagro, fille de l'ancien instituteur.

- INTERVENTIONS DES CONSEILLERS

Sandrine Martineau indique qu'elle a rencontré Madame Angouillant qui lui a parlé de son litige avec la propriétaire de l'arbre surplombant la route qui passe devant chez elle. M. le Maire répond que le dossier est en cours de traitement, et qu'une solution sera trouvée prochainement. Marie-Claire Castets signale un poteau téléphonique en mauvais état, et l'état catastrophique des routes. Monsieur le Maire répond que pour signaler le poteau à Orange, il nous faut son numéro, et que le service voirie est au courant de la situation qui devrait être réglée.

Denis Lamouroux indique que les clayettes intérieures du frigo de la salle des fêtes ont disparues et que les chaises ne sont pas toutes en bon état. Monsieur le Maire demande à Jean-Luc Verdière, en charge des états des lieux, de vérifier dorénavant l'intérieur du frigo après chaque location, et propose de prévoir l'achat de chaises au prochain budget. Il n'est pas prévu l'achat d'un nouveau réfrigérateur.

Jean Dubourg continue sur l'état des routes en précisant que la départementale est aussi dégradée. Monsieur le Maire contactera l'unité des routes du département.

Cindy Labatut informe que le comité des fêtes organise une soirée Karaoké le samedi 24 novembre à la salle des fêtes.

Gérard Bousquet demande si le litige entre le Syndicat de l'Avance et le CCCLG suite au transfert de la compétence est réglé, car les rives de l'Avance sont mal entretenues. M. le Maire répond que pour l'instant, la situation n'avance malheureusement pas.